

MENTIONS LEGALES

Ministère de la Protection des consommateurs
Commissariat du gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire
7A, rue Thomas Edison
L-1445 Strassen
Téléphone : +352 247-75620
Email : info@alim.etat.lu

Le site web www.secheriessen.lu est la propriété exclusive du Ministère de la Protection des consommateurs - Commissariat du gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire 7A, rue Thomas Edison L-1445 Strassen

Le site est édité et géré par Ministère de la Protection des consommateurs - Commissariat du gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire.

Les présentes conditions générales d'utilisation sont soumises au droit luxembourgeois et ont vocation à régir l'utilisation du site.

En accédant au site, l'Utilisateur marque son accord avec ces conditions générales d'utilisation. Si l'Utilisateur ne désire pas marquer son accord quant à ces conditions générales d'utilisation, il lui est demandé de ne pas poursuivre sa visite ou utilisation du site.

1. Responsabilité de l'Utilisateur

L'Utilisateur utilise le site ainsi que ses services à ses risques et sous son entière responsabilité. Le Ministère de la Protection des consommateurs - Commissariat du gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire ne peut garantir en aucun cas que le site ainsi que ses services ne subiront aucune interruption. L'obligation de fourniture du site et de ses services se limite à une obligation de moyens.

Étant entendu que l'Utilisateur accède au site par les réseaux de communication de l'Internet, il appartient à l'Utilisateur de connaître les risques et les accepter. Il lui appartient de se prémunir contre les effets de la piraterie informatique en adoptant une configuration informatique adaptée et sécurisée, notamment par un logiciel de détection et de protection contre les virus régulièrement mis à jour. Le Ministère de la Protection des consommateurs - Commissariat du gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire ne saurait être tenue pour responsable d'un quelconque dommage que l'Utilisateur subirait directement ou indirectement en relation avec sa navigation sur le site. Toutes les informations et données diffusées sur le site sont fournies à titre d'information. La fourniture de ces données ne saurait être assimilée, de quelque façon que ce soit, à un conseil spécifique ou à une aide à la décision et ne donne aucun droit à une garantie quelconque de la part du Ministère de la Protection des consommateurs - Commissariat du gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire

Les photographies, illustrations et textes reproduits et illustrant les produits présentés ne sont pas contractuels.

Accessibilité du site web

Le site est par principe accessible 24/24h, 7/7j, sauf interruption, programmée ou non, pour les besoins de sa maintenance ou cas de force majeure. Étant de fait soumis à une obligation de moyens, le Ministère de la Protection des consommateurs - Commissariat du gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire ne saurait être tenue responsable de tout dommage, quelle qu'en soit la nature, résultant d'une indisponibilité du site ou d'un ou de plusieurs services, ou résultant de la présence de virus dans le site.

2. Liens

Le site peut comporter des informations mises à disposition par des sociétés externes ou des liens hypertextes vers d'autres sites qui n'ont pas été développés par le Ministère de la Protection des consommateurs - Commissariat du gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire. L'existence desdits liens vers d'autres sites ne constitue en rien une validation de ces sites ou de leur contenu par le Ministère de la Protection des consommateurs - Commissariat du gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire. Ainsi, la responsabilité du Ministère de la Protection des consommateurs - Commissariat du gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire ne saurait être engagée du fait des informations, opinions et recommandations formulées par des tiers.

Le Ministère de la Protection des consommateurs - Commissariat du gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire ne dispose d'aucun moyen pour contrôler ces sites (et/ou les produits et services qu'ils proposent) et ces sources, et ne répond pas de la disponibilité de tels sites et sources externes ni ne la garantit.

Les liens sont réalisés en partie automatiquement, et ne peuvent être tous vérifiés par le Ministère de la Protection des consommateurs - Commissariat du gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire

3. Propriété intellectuelle

Tous les éléments du site (y compris la mise en page) ainsi que les services du site sont protégés par les lois sur la propriété intellectuelle, notamment la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données et la convention Benelux en matière de propriété intellectuelle. Sauf indication contraire, les droits d'auteur sur le contenu du site sont détenus par le Ministère de la Protection des consommateurs - Commissariat du gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire.

Tous les droits de propriété intellectuelle en ce compris notamment les droits d'auteur et droits de marque sur tous les textes, illustrations, sons, logiciels et autres matériels sur ce site Internet sont la propriété du Ministère de la Protection des consommateurs - Commissariat du gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire ou sont repris avec l'autorisation du propriétaire concerné.

La reproduction des informations, textes, images, vidéos et documents de tous types contenus sur le site n'est pas autorisée sauf autorisation écrite préalable du Ministère de la Protection des consommateurs - Commissariat du gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire. Toute utilisation autorisée préalablement doit se faire sans dénaturation, modification ou altération de quelque manière que ce soit.

Il est expressément prohibé à l'Utilisateur de reproduire et/ou d'utiliser les marques et logos présents sur le site, ainsi que de modifier, copier, traduire, reproduire, vendre, publier, exploiter et diffuser dans un format numérique ou autre, tout ou partie des informations, textes, photos, images, vidéos et données présents sur le site.

Le Ministère de la Protection des consommateurs - Commissariat du gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire consent à l'Utilisateur du site un droit d'usage privé, non collectif et non exclusif sur son contenu. Ce droit est limité au droit d'imprimer un ou plusieurs articles et/ou de l'enregistrer sur son ordinateur (ou autre support digital tel que mobile et tablette) pour son usage personnel exclusivement. Toute mise en réseau, toute rediffusion, toute exploitation dans un cadre professionnel ou commercial ou toute commercialisation du contenu auprès de tiers, sous quelque forme que ce soit, est strictement interdite sauf accord écrit préalable du Ministère de la Protection des consommateurs - Commissariat du gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire.

Les autorisations qui sont implicitement ou explicitement accordées ci-dessus à l'Utilisateur constituent des autorisations d'utilisation et en aucun cas des cessions de droits ou de propriété. Le Ministère de la Protection des consommateurs - Commissariat du gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire se réserve le droit de poursuivre toute personne qui agirait en violation de ses droits de propriété intellectuelle.

4. Modification des conditions générales d'utilisation

Les présentes conditions générales d'utilisation pourront être modifiées ou complétées à tout moment, en fonction des modifications apportées au site www.secheriessen.lu, de l'évolution de la législation ou pour tout autre motif jugé nécessaire.

Il appartient à l'Utilisateur de s'informer des conditions générales d'utilisation du site, dont seule la version actualisée accessible en ligne est réputée en vigueur.

5. Législation applicable et tribunaux compétents

Tout litige sera soumis à la loi luxembourgeoise et sera de la compétence exclusive des juridictions luxembourgeoises.

Fait à Strassen, le 2 juin 2021